

ment de Pékin d'un siège aux Nations Unies. La réponse se terminait par cette phrase: « Ne pas tenir compte de ces points rendrait impossible tout règlement pacifique du problème de Corée et des problèmes importants d'Asie ».

Au moment où 1950 achevait d'expirer, les Nations Unies attendaient le rapport que le Comité des Trois devait vraisemblablement présenter au début de l'année nouvelle. D'après les journaux, M. Gross, membre de la délégation des États-Unis aux Nations Unies aurait, le 1er janvier, fait connaître à sir Benegal Rau que son pays ne participerait pas aux négociations de trêve avec le Gouvernement de la Chine communiste, si les troupes de ce dernier poussaient leur attaque au delà du 38<sup>e</sup> parallèle. On prévoyait d'autre part qu'à la suite du rapport du Comité pour la cessation des hostilités, la Commission des questions politiques se réunirait de nouveau pour étudier les problèmes d'Extrême-Orient qui figuraient encore à son ordre du jour.

## DECLARATION DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

*(On trouvera ci-dessous la déclaration que le ministre de la Défense nationale, M. Brooke Claxton, a faite pour les actualités filmées le 26 décembre 1950, à son retour de Bruxelles où il représentait le Gouvernement canadien aux réunions du Conseil de l'Atlantique-Nord et du Comité de défense. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. L. B. Pearson, qui devait assister aux réunions du Conseil, en a été empêché par ses fonctions de membre du comité constitué par les Nations Unies pour négocier la suspension d'armes en Corée.)*

Même si nous sommes à l'époque des réjouissances qui précède l'année nouvelle, cela ne nous fait pas perdre de vue la rude tâche que les prochains mois nous réservent. La menace grandissante de l'agression continue de nous causer de vives inquiétudes. Les nations libres du monde doivent accélérer leurs préparatifs de défense afin de décourager l'agresseur éventuel.

Peu de temps avant Noël, je revenais d'une réunion des signataires du Traité de l'Atlantique-Nord qui s'est tenue à Bruxelles. A cette réunion, les douze nations participantes en sont venues à la conclusion qu'elles devaient faire grande diligence pour atteindre le but qu'elles se sont assigné: la sécurité.

A cette fin, j'ai eu l'honneur de proposer que le général Dwight D. Eisenhower soit nommé commandant suprême de la force intégrée de l'Europe. Sa tâche consistera à organiser cette force qui défendra l'Europe occidentale contre toute tentative d'agression communiste. Le Gouvernement étudie, à l'heure actuelle, la manière la plus efficace dont nous pourrions contribuer à mettre sur pied cette force intégrée. Les décisions que nous prendrons seront soumises à la ratification du Parlement lorsqu'il se réunira, à la fin de janvier. Une force militaire puissante sauvegardera la paix en détournant l'agression. Nos dépenses militaires doivent être considérées comme une prime d'assurance sur la paix. Comme les risques sont plus grands, nous allons dépenser davantage.

Les revers que les troupes des Nations Unies ont essuyés en Corée et le refus de la Chine de se rendre à l'invitation que les Nations Unies lui ont faite de cesser le feu démontrent la nécessité impérieuse d'agir dès maintenant.

L'avenir du Canada est entre nos mains. L'esprit de résolution et de sacrifice n'a jamais manqué au peuple canadien.

Il nous faudra plus d'hommes, plus de fonds et plus de matériel. Il sera demandé à chacun beaucoup plus que la mesure courante.

Ce sera une année dure et cruciale que 1951, mais je suis sûr que si chacun de nous fait sa part, nous serons à la hauteur de la tâche.